

Pourquoi et comment parler de réconciliation en Belgique ?

Rédigé le 30 juin 2015 par : Jonas Nunes de Carvalho



Dans notre monde globalisé, les bouleversements là-bas résonnent ici. Ce phénomène d'importation des conflits est un véritable défi pour la cohésion sociale en Belgique dans un contexte d'évolution permanente des flux migratoires et de circulation accélérée de l'information. Comment y faire face ?

Un chantier et une nécessité

Nous l'avons observé dans une analyse précédente^[1], le phénomène d'importation des conflits pèse dans les relations entre différents groupes de personnes identifiées par leur origine, leur confession, leur appartenance ethnique ou encore politique. Les tensions qui en sont alimentées sont de différentes natures et d'intensité variables. Promouvoir une réflexion sur la réconciliation et le dialogue présente l'avantage d'une approche directement constructive et indirectement contestataire. En effet, constructive parce qu'il s'agit d'établir les communications là où elles sont difficiles, et contestataire par la nature solidaire de la démarche qui vise à réunir plutôt qu'à atomiser. Un détail qui n'en est pas un dans notre ère néolibérale où l'individualisme est la loi et où la fraternité tend à ne devenir qu'une utopie.

Dans notre ère néolibérale où l'individualisme est la loi, s'attacher à réunir n'est pas un détail

Chercher le remède miracle est donc vain, mais questionner nos approches et s'inspirer humblement de ce qui existe ailleurs ne peut être que salutaire.

C'est l'intuition que nous avons eue en juin 2011 alors que BePax publiait une analyse [2] consacrée au dialogue soutenu comme outil de reconstruction du tissu social en situation de conflits. À travers l'exemple d'un conflit inter-ethnique au Libéria [3], nous expliquions les différentes étapes qui composent le processus de « (re)construction d'une communication ouverte [4] ». La question restait alors en suspens ; cette expérience est-elle adaptable au contexte belge ?

Plus qu'un travail de communication

Finalement, est-ce que les outils de communication ne suffisent pas ? Bien entendu, de tels outils sont essentiels dans tous processus de réconciliation ou de (re)construction du dialogue, mais la communication ne peut pas se suffire à elle-même pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, force est de constater que la communication moderne n'est pas per se un vecteur de paix. D'ailleurs, si tel était le cas, l'omniprésence des médias qui caractérise notre époque aurait eu raison de toutes les tensions existantes, or, il n'en est rien. « *Le paradoxe contemporain veut qu'en même temps la communication devienne omniprésente et renforce l'humiliation [5]* ». La communication doit être repensée en dehors du cadre qui lui a été assigné.

La communication doit être repensée en dehors du cadre qui lui a été assigné

Ensuite, les tensions opposant différents groupes en Belgique ne sont pas le fruit d'une mauvaise communication. Certes elle a son influence, mais bien d'autres facteurs pèsent dans la balance qu'une solution d'ordre communicationnelle ne peut rééquilibrer. Le phénomène d'importation des conflits, la pauvreté, l'exclusion ou la discrimination sont autant d'agents qui, selon leur degré, vont immanquablement exacerber les discordes.

C'est pour cela que, plus que de la communication, c'est un travail sur les méthodes permettant de désamorcer les mésintelligences qui est nécessaire en intégrant les dimensions économiques, sociales, culturelles ainsi que les rapports de force.

Par où commencer ?

Selon Valérie Rosoux, la lecture habituelle de la réconciliation repose sur un choix binaire qui oppose la réconciliation à la guerre sans questionner la nature du mécanisme. Elle cite un échange avec une proche conseillère d'Hillary Clinton à qui était posée la question de savoir « qu'est-ce que la réconciliation ? », ce à quoi elle rétorque que « la réconciliation doit avoir lieu partout, à tous les niveaux et aussi vite que possible » [\[6\]](#).

Dans un premier temps, le défi est de tempérer nos certitudes en matière de réconciliation et privilégier une approche différente. En effet, le travail de réconciliation, comme beaucoup d'autres, est trop souvent pensé par l'Occident [\[7\]](#) qui transpose sa méthode à l'extérieur par le biais des ONG ou autres organismes internationaux. Or, repenser la réconciliation nécessite d'inverser la posture et de porter un regard réceptif sur l'extérieur.

C'est à partir de cet état d'esprit qu'il est possible d'apprécier ce que les nombreuses expériences de réconciliations menées ailleurs peuvent nous apprendre. C'est là, dans un deuxième temps, qu'entre en jeu une phase inévitablement plus analytique qui permettra de capter les éléments clés qui sont à l'origine du succès ou d'échec d'un processus de réconciliation. Les expériences abouties de réconciliations sont plus nombreuses qu'il n'y paraît. Ce sont des processus longs et peu visibles, car comme le dit le célèbre proverbe africain : « l'arbre qui tombe fait plus de bruit que la forêt qui pousse ». Et de fait, un dialogue constructif n'a pas la même résonance médiatique qu'une effusion de sang. Pourtant, les sources d'inspirations sont bien là, tant en matière de négociations réussies,

comme le démontre le cas de l'accord de paix au Mozambique en octobre 1992, avec la participation de la Communauté de Sant'Egidio [8] sur la scène internationale, qu'en matière de reconstruction profonde du lien social, comme s'évertue à le faire l'Association Modeste et Innocent [9] au Rwanda. Nous reviendrons en détail sur ces différents cas lors de notre prochaine analyse.

Inspirons-nous de ces expériences positives

Inspirons-nous de ces expériences positives. Car ce qui manque avant tout c'est une réflexion méthodologique sur la gestion des tensions relatives à l'importation des conflits. Certaines de ces expériences sont certainement adaptables à notre contexte particulier.

BePax

BePax oriente son travail sur deux axes majeurs : l'axe racisme et discrimination d'une part, et l'axe importation des conflits d'autre part. Dans le cadre de ce dernier, un groupe de réflexion se met progressivement en place afin de dégager des concepts ainsi qu'une méthodologie plus que jamais nécessaire. Et cela, pour ne pas être démuné face aux enjeux de notre société en constante mutation et vibrant aux sons de l'extérieur.

Travailler sur ces « conflits importés », œuvrer à la réconciliation et à la cohésion sociale en Belgique, implique de notre part de bien comprendre les sources de ces conflits et les conditions de vie des différentes populations qui sont installées en Belgique. Les facteurs menaçants la cohésion sociale sont assurément variables et nombreux mais ces deux-là sont assurément des enjeux majeurs.

- [1] Nunes de Carvalho, J., « Importation des conflits : réalités et enjeux », 7 novembre 2014, BePax
<<http://bepax.org/publications/analyses/importation-des-conflits-realites-et-enjeux,0000531.html>>
- [2] Groupe de jeunes de BePax, « Le dialogue soutenu : reconstruction du tissu social en situation de conflits », 27 juin 2011, BePax
<<http://bepax.org/publications/analyses/le-dialogue-soutenu-une-approche-interessante-d-e-reconstruction-du-tissu-social-en-situation-de-conf,0000277.html>>
- [3] Dans la région du Lofa County. Conflit qui oppose les Lormas et les Mandingos
- [4] Groupe de jeunes de BePax, « Le dialogue soutenu : reconstruction du tissu social en situation de conflits »
- [5] Van der Vaeren, C., *Promouvoir la Paix*, Bruxelles, De Boeck, Coll. Les intelligences citoyennes, 2004, p.140.
- [6] Rosoux V., « Réconciliation : les limites d'un conte de fée » in Kora, A. (dir.), *Quelle justice pour les peuples en transition ?*, Paris, Presses universitaires de Paris Sorbonne, 2014, pp. 113-126.
- [7] Au sens géopolitique du terme soit l'Europe occidentale, les États-Unis et le Canada.
- [8] La Communauté de Sant'Egidio est une organisation catholique fondée à Rome en 1968, mais reconnue officiellement comme « Association internationale de laïques » par l'Église catholique. Lauréate du prix Balzan et du prix Unesco pour la Paix, cette communauté a également œuvré pour la Paix entre autres en Algérie, au Guatemala, au Burundi, en Albanie, au Kosovo, au Libéria, en Côte d'Ivoire.
- [9] Fondée en 2000, l'AMI a pour objectifs, entre autres, de renforcer les individus en capacités de transformation personnelle et sociétale et de dynamiser les organisations de la Société Civile afin qu'elles puissent œuvrer effectivement pour une société en équilibre.